



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
EN AFGHANISTAN
LES MÉDIAS
LOCAUX
EN PREMIÈRE LIGNE

MARS 2014

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



ENQUÊTE DE REZA MOINI

Responsable du Bureau Afghanistan-Iran



AFGHANISTAN

Capitale: Kaboul

Population: 29,82 millions (2012)

Actuel Président: Hamid Karzai



INTRODUCTION

A la veille de la troisième élection présidentielle de la République islamique d'Afghanistan, Reporters sans frontières dresse un bilan de la situation de la liberté d'information dans le pays, alors que les médias vont être amenés à jouer un rôle crucial dans la couverture de ce scrutin, malgré les incertitudes et dangers auxquels ils doivent faire face au quotidien et à l'aune du retrait des troupes étrangères.

Ce rapport est le fruit d'une mission d'enquête réalisée par Reporters sans frontières en septembre 2013 à Kaboul et dans les provinces de Parwan, Kapissa et du Pandjchir, dans le nord du pays, afin d'identifier les principales menaces et les difficultés auxquelles médias et journalistes sont confrontés. Ces provinces sont les premières terres libérées d'Afghanistan il y a douze ans. Les observations et conclusions quant à la situation de la liberté de l'information dans ces provinces sont largement applicables à toutes les régions du pays. A l'occasion de cette mission, Reporters sans frontières a lancé une campagne d'information visant à préparer et à protéger les acteurs de l'information en période électorale.

L'Afghanistan fait aujourd'hui partie des pays dont les médias et la liberté de l'information sont relativement protégés, à la fois par sa constitution et sa législation. Mais malgré ces droits acquis, les médias font face à une instabilité chronique et à des troubles qui ébranlent l'ensemble de la société afghane et affectent particulièrement les professionnels de l'information.





SOMMAIRE

1. Le rôle crucial des médias dans l'élection présidentielle	8
1. La couverture de l'élection, « un devoir civique »	9
2. Les dangers pour les professionnels de l'information	10
3. La responsabilité du gouvernement	10
2. Médias et journalistes pris dans la tourmente de la violence	12
1. Insécurité et impunité fragilisent les acteurs de l'information	12
2. Les femmes journalistes en première ligne	15
3. Dynamisme et incertitudes du paysage médiatique	19
1. Qu'en est-il du printemps des médias afghans ?	19
2. Hypothèques sur l'avenir	20
Recommandations	25
La mission de Reporters sans frontières	27

1 LE RÔLE CRUCIAL DES MÉDIAS DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'élection présidentielle afghane se déroulera le 5 avril 2014. Ce scrutin sous haute surveillance nationale et internationale devrait permettre le remplacement du président Hamid Karzaï, à la tête de l'Afghanistan depuis la chute du régime taliban, en 2001, et qui ne peut briguer un troisième mandat, selon les termes de la Constitution. Le 6 octobre 2013 dernier, la Commission électorale indépendante (IEC) a clôt définitivement le dépôt des candidatures et la liste définitive des candidats a été dévoilée le 20 novembre.

Ashraf Ghani Ahmadzi, économiste et ancien haut fonctionnaire international, Zalmay Rassoul, l'actuel ministre des Affaires étrangères, Abdullah Abdullah, l'un des dirigeants du Front de résistance du Pandjchir et ancien ministre des Affaires étrangères, Abdul Rasul Sayyaf, un ancien chef de guerre pachtoune et Qutbuddin Helal, ancien vice-président en 1993 et ||1996, membre du bureau politique de Heshb-i-Islami Afghanistan (HIA), la formation dirigée par Gulbadin Hekmatyar, sont les principaux candidats officiellement en lice.

La crédibilité de la prochaine présidentielle afghane est cruciale à l'approche du départ des troupes de la coalition menée par les Etats-Unis. Face aux risques de fraude et de corruption, le rôle des médias sera déterminant tant comme source d'informations pour la population qu'en tant qu'observateurs d'un scrutin libre et démocratique.



LA COUVERTURE DE L'ÉLECTION, « UN DEVOIR CIVIQUE »

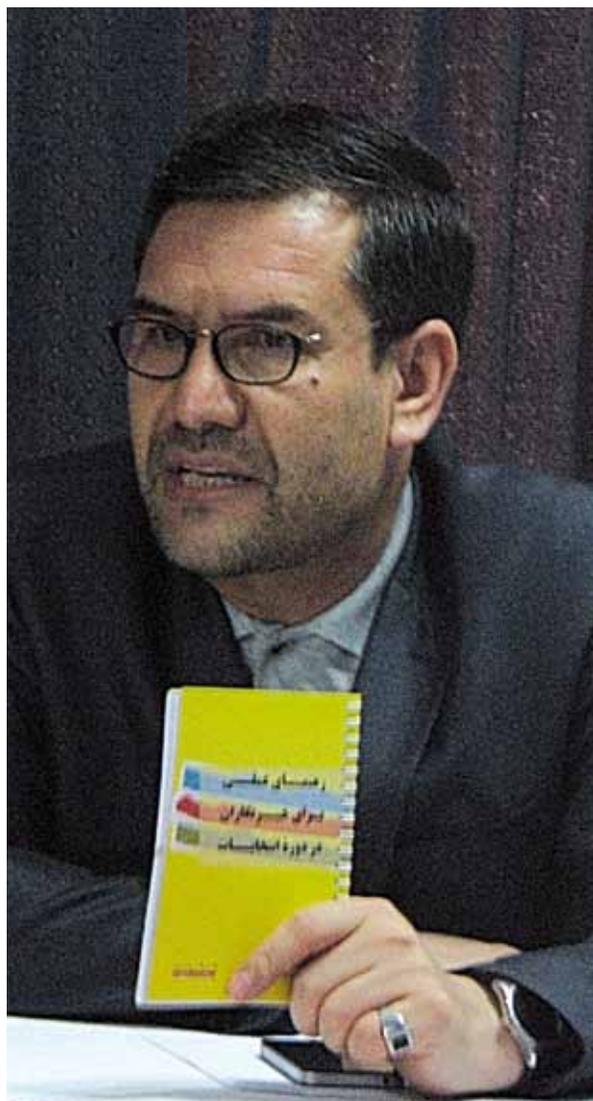
C'est l'analyse de Danish Karokhel, directeur de *Pajhwok Afghan News*: "En plus de constituer un devoir professionnel, la couverture de l'élection est pour nous un devoir civique. Il ne s'agit pas seulement de présenter les candidats et leur programme électoral, mais il nous faut également donner à la population le moyen d'exprimer ses revendications et d'être attentifs à ses droits. Nous sommes responsables vis-à-vis de nos concitoyens pendant et après le scrutin. Lors de la dernière élection, M.Karzaï avait publié un programme contenant cent promesses. Nous constatons aujourd'hui qu'à peine sept d'entre elles ont été tenues. Pajhwok a créé sur son site une charte éthique destinée à ses journalistes qui couvrent l'élection et des pages spéciales pour chaque province. Nous pensons que malgré la persistance de certains problèmes tels que l'insécurité ou les menaces à l'encontre de journalistes, si nous parvenons à couvrir le scrutin de manière professionnelle, l'élection sera une réussite".

9



▲ Fahim Dashti, secrétaire général de la Fédération des journalistes d'Afghanistan (AJF)

Mobarez Rashedi, vice-ministre de l'Information et de la Culture du gouvernement afghan



Zia Bomia, journaliste et représentant de l'association des médias libres d'Asie du sud (SAFMA), partage cette opinion: "nous, les journalistes, avons le devoir d'appeler la population à voter et de l'encourager à participer à la construction de son avenir, et ceci afin qu'elle ne cède pas aux menaces des taliban et autres profiteurs du manque d'alternative démocratique".

LES DANGERS POUR LES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION

Zia Bomia observe que "dès la libération du pays, le rôle des médias a été considérable pour l'organisation et le déroulement de l'élection, malgré la forte aggravation de l'insécurité et le recul de la liberté de l'information d'une élection à une autre. Je pense que les médias et les journalistes, avant les élections, mais aussi pendant et après, seront confrontés à deux dangers principaux: l'intimidation et la corruption. La question n'est pas "faut-il résister?" mais "comment peut-on résister dans un pays où certains bureaucrates corrompus veulent plus de pouvoir pour s'enrichir davantage, et où les seigneurs de guerre ont toujours un pouvoir et une influence considérables?"

Fahim Dashti, secrétaire général de la Fédération des journalistes d'Afghanistan (AJF), estime pour sa part que "l'insécurité actuelle et les menaces ne favorisent pas l'organisation d'une élection libre et démocratique. Mais nous avons décidé d'aller de l'avant. La question est de savoir si nous avons les moyens de jouer notre rôle de journaliste. Personnellement, je pense que oui. Par rapport aux dernières élections, nos médias sont plus développés et nous avons davantage de journalistes professionnels. S'ils le veulent, ils pourront jouer leur rôle d'informateurs et d'observateurs du déroulement d'une élection décisive pour l'avenir du pays. Mais c'est aussi la responsabilité du gouvernement".

Zia Bomia se demande: "Le gouvernement souhaite-t-il réellement défendre les journalistes? Je ne suis pas optimiste sur ce dernier point. »

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Fahim Dashti estime que « pour les journalistes, il existe plusieurs malentendus sur le rôle que joue le ministère de l'Information et de la Culture, que ce soit à propos de la loi sur l'accès à l'information, qui n'a toujours pas été modifiée, malgré l'urgence que pose l'élection, ou à propos de l'organe de vérification des délits des médias - la commission des médias - et les dispositions prévues par la loi sur les médias. Mais malgré toutes ces difficultés, je pense que nous ne devons pas abandonner l'idée de faire notre devoir. "

Mobarez Rashedi, vice-ministre de l'Information et de la Culture du gouvernement afghan, répond au nom du gouvernement: "Dans cette élection, les médias ont leur mot à dire. Nos médias sont aujourd'hui plus nombreux, assez matures et très actifs. Bien sûr, il existe des difficultés, telle que l'insécurité, mais ces problèmes ne concernent pas seulement l'élection. Je peux assurer aux journalistes qu'ils bénéficieront de notre soutien dans l'accomplissement de leur activité professionnelle. Je tiens aussi à attirer leur attention sur le " professionnalisme " dont ils doivent faire preuve, car il y a aussi parfois des abus de la part de certains journalistes".

«Il est vrai que nous avons pris un retard considérable sur l'adoption de la loi sur l'accès à l'information, poursuit-il. D'abord, il ne faut pas oublier que c'est la première fois dans l'histoire du pays qu'une telle entreprise est menée. Ensuite, plusieurs institutions ont été impliquées pour l'élaboration de la loi, et le travail de coordination a été très difficile. En effet, ce sont essentiellement le ministère de l'Information et de la Culture et le département de lutte contre la corruption qui ont finalisé le projet de loi. Il a ensuite été présenté au Conseil des ministres, qui a émis quelques réserves, certaines probablement légitimes. Une commission a été créée pour inclure ces propositions du Conseil et, une fois toutes les modifications faites, le projet a finalement été envoyé au parlement. Nous faisons tout pour adopter cette loi avant l'élection d'avril 2014. Cette loi facilite les choses pour les journalistes, mais en dehors de l'aspect juridique (i.e. l'obligation pour les responsables politiques de répondre aux questions des citoyens sous peine d'être sanctionnés), je ne pense pas que l'absence de cette loi soit un obstacle pour les journalistes lors de la prochaine période électorale. Nous avons organisé plus de cinq élections sans cette loi et je ne pense pas qu'un candidat pourrait refuser de répondre aux questions, quel que soit le sujet abordé.»

2 MÉDIAS ET JOURNALISTES PRIS DANS LA TOURMENTE DE LA VIOLENCE

INSÉCURITÉ ET IMPUNITÉ FRAGILISENT LES ACTEURS DE L'INFORMATION

L'un des principaux facteurs de fragilisation des médias est l'absence de sécurité. Les régions du sud et de l'est du pays, de facto sous le contrôle des taliban, sont devenues de véritables "trous noirs" de l'information. L'activité des médias y est considérablement inférieure à celle qu'on peut observer dans le reste du pays. Ces "trous noirs" se sont depuis étendus à plusieurs autres régions du pays.

L'une des causes de ce climat délétère pour la presse est l'impunité dont les commanditaires et les auteurs des violences et d'assassinats de journalistes bénéficient. L'incapacité, et dans la plupart des cas l'absence de volonté de la police et de l'appareil judiciaire d'arrêter et de condamner les auteurs de crimes contre les journalistes, ont remis en question l'engagement des autorités afghanes à garantir les principes d'un État de droit.

Les journalistes afghans ont payé un lourd tribut au cours des douze dernières années. Depuis 2002, au moins 19 professionnels des médias ont payé de leur vie leur travail d'information. Dans la majorité des affaires d'assassinat, l'impunité demeure la règle.

Les tueurs et les commanditaires des assassinats de **Zakia Zaki**, directrice de la station *Sada-e-Solh (Radio La Voix de la Paix)* dans la province de Parwan, d'**Abdul Samad Rohani**, journaliste de l'agence de presse afghane Pajhwok et collaborateur de la BBC, en juin 2008, de **Janullah Hashimzada** (août 2009), également journaliste de l'agence *Pajhwok*, ou du journaliste indépendant **Javed Ahmed** (mars 2009), n'ont jamais été identifiés publiquement et punis par la justice.

13

Le 20 mai 2013, **Mohammad Hassin Hashemi**, 30 ans, collaborateur de la radio locale *Nadjhrab*, dans la vallée de Kapissa, a été sauvagement assassiné par des membres de sa propre famille, des islamistes intégristes. Selon plusieurs témoins, collègues et membres de la famille, le journaliste avait été menacé à plusieurs reprises par certains de ses proches afin de le convaincre de « mettre fin à ses activités journalistiques et à sa collaboration avec la radio. »

Le 18 septembre, le tribunal d'appel de Kapissa, à huit clos et en l'absence du procureur, a acquitté deux accusés, le père et l'un des frères de la victime. Deux autres frères avaient été condamnés en première instance à 16 ans de prison ferme avant d'être acquittés par la Haute cour de justice d'Afghanistan. La famille du journaliste a accusé les juges locaux de s'être laissés corrompre. Contacté par Reporters sans frontières, Makhdom Rahin, le ministre de l'Information et de la Culture, avait déclaré que « le gouvernement mettra tout en œuvre pour rendre la justice. »



La Haute cour de justice afghane a tranché le 8 janvier 2013 en qualifiant la décision du tribunal d'appel d'« illégale » et a décidé de renvoyer le dossier à Kapissa. Une décision accueillie positivement par les organisations de défense de la liberté d'information telles que Reporters sans frontières. Néanmoins, « le danger existe de voir se répéter la même procédure qu'à Kapissa. La Haute cour aurait dû renvoyer le dossier à un tribunal de Kaboul pour empêcher l'ingérence de la famille du tueur », a déclaré à Reporters sans frontières Seddiqullah Tauhidi, directeur de l'Organisation afghane de la liberté de la presse (NAI).

Deux autres journalistes afghans, **Sultan Mohammad Munadi** et **Ahmad Omid Khpalwak**, ont été tués à cause des négligences des forces de sécurité internationales. Si l'International Security Assistance Force (ISAF) a admis sa responsabilité dans la mort d' Ahmad Ahmad Khpalwak, dans un rapport publié en septembre 2011, les forces britanniques et le ministère de l'Intérieur afghan n'ont toujours pas publié les résultats de leur enquête relative aux circonstances du décès du journaliste **Sultan Munadi** lors de l'assaut des forces spéciales britanniques (9 septembre 2009). Sa famille continue de réclamer la vérité sur les circonstances de sa mort et que justice soit rendue.

Un journaliste afghan qui a tenu à garder l'anonymat a déclaré à Reporters sans frontières : "La peur accompagne toujours notre travail, particulièrement lorsque nous révélons des affaires de corruption impliquant des responsables de haut rang. Cette peur va jusqu'à pousser certains journalistes à quitter leur région. On constate de plus en plus un manque de journalistes professionnels, particulièrement dans les domaines du reportage et de l'investigation. »

Emadudin Rostaye, représentant de International Médias Support (IMS) pour la province de Parwan, s'inquiète quant à lui de l'insécurité qui pèse sur son média et les journalistes qui y travaillent : "ces derniers temps, les violences et les menaces envers les journalistes ont augmenté. Elles prennent de nombreuses formes et varient en intensité. Elles vont de l'humiliation et des pressions psychiques aux violences physiques, jusqu'à l'attaque de locaux à l'explosif. Les auteurs de ces exactions sont également multiples mais ce sont généralement des chefs de guerre ou des hauts fonctionnaires."



LES FEMMES JOURNALISTES EN PREMIÈRE LIGNE

Depuis six ans, des dizaines de femmes journalistes ont été agressées, menacées ou réduites au silence. «L'année dernière, les violences contre les femmes journalistes ont augmenté de 68 % dans le pays», affirme **Najiba Ayubi**, directrice du groupe de presse *Killid Group*, au cours d'une conférence organisée par Reporters sans frontières le 22 septembre 2013 à Kaboul.

Selon elle, "la présence des femmes dans les médias est un acquis important, mais elles font encore face à d'innombrables difficultés, en particulier celles qui ont un statut de journaliste. Depuis 2007, on constate une augmentation des pressions à l'encontre de ces dernières, particulièrement dans les provinces. En plus de l'insécurité qui touche tous les journalistes, elles sont aussi victimes d'obstacles sociaux supplémentaires, généralement posés par la famille et les proches des journalistes. Dans certains cas, ce sont les familles qui, par peur de l'insécurité et des menaces dont elles pourraient faire l'objet, deviennent elles-même un élément de pression », observe **Farida Nekzad**, directrice de l'agence de presse indépendante *Wakht*.

L'assassinat de journalistes par leurs proches n'est pas toujours une affaire privée, encore davantage quand il s'agit de femmes. Depuis 2002, plusieurs journalistes, notamment des femmes, ont été tués par leurs proches. Elles sont victimes d'un côté de la propagande fondamentaliste en faveur de l'interdiction de travail pour les femmes dans une société patriarcale, et de l'autre de l'absence de protection de la part des autorités qui sont régulièrement la cible de critiques concernant leur manque d'efforts pour améliorer les conditions de vie des femmes. Selon le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, en 2012, plus de 300 femmes et jeunes filles ont été tuées et 560 autres ont été blessées dans le pays. En 2013, les violences ont connu une hausse considérable.

D'après les recherches menées par Reporters sans frontières en collaboration avec d'autres organisations dédiées à la protection des journalistes telles que la Nai et International Media Support, les assassinats de **Zakia Zaki**, directrice de la radio Sada-e-Solh (Radio la voix de la Paix), de **Shima Rezai**, présentatrice sur Tolo TV et de **Shakiba Sanga Amaj**, jeune présentatrice de la chaîne en langue pachtoune Shamshad TV, sont liés à leurs activités journalistiques. Pourtant, les enquêteurs de la police et les autorités ont toujours considéré ces affaires comme « des affaires privées » sans lien avec le travail des victimes.

Shima Rezai, 24 ans, a été tuée à son domicile « par des hommes non-identifiés » le 18 avril 2005. Selon Zamri Amrie, un officier de la police, "elle a été tuée à 10 heures du matin, mais sa famille n'a informé la police que vers 13 heures et après avoir nettoyé la scène du crime. L'arme du crime n'a pas été retrouvée. La famille a bien présenté une arme mais nous avons contesté son authenticité puisqu'elle n'avait pas été utilisée depuis des années".

Sa mère avait déclaré "que sa fille s'était suicidée et l'arme était dans sa main", avait écrit le *Chicago Tribune* à l'époque.

Shakiba Sanga Amaj, jeune présentatrice de la chaîne en pachtoune Shamshad TV, a également été assassinée à son domicile familial, à Kaboul. Le 31 mai 2007 vers 19 heures, un homme a ouvert le feu sur la jeune journaliste à bout portant. La police avait arrêté, le 2 juin, un suspect originaire de Ghazni (Centre), Abdul Latif, qui aurait été engagé pour punir la jeune femme d'avoir refusé de se marier. Selon le père de la victime, Mohammad Rabi Amaj, le suspect aurait été engagé par des membres de sa famille.

L'impunité nourrit ce cycle de violences et incite certaines femmes à renoncer à exercer en tant que journaliste. « J'ai été régulièrement menacée pendant deux ans par téléphone ou par lettres anonymes adressées à moi et à ma famille. Les auteurs m'exhortaient à quitter mon travail ou je serai responsable de la mort des membres de ma famille. J'ai été obligée de démissionner et de trouver un emploi de bureau », a confié à Reporters sans frontières, sous couvert d'anonymat, une ancienne journaliste, présentatrice d'une chaîne privée basée dans le nord du pays.

Masomeh Hidary, journaliste pour *Radio Baran*, dans la ville d'Herat, témoigne dans ce sens : « j'ai fait mes études à la faculté de journalisme d'Herat. Nous étions quatorze étudiantes et je suis la seule journaliste de ma promotion. Bien sûr, en province les populations sont plus traditionalistes, le regard que les gens portent sur les femmes et particulièrement les journalistes, est différent. Les préjugés mènent parfois à des agressions. Les femmes sont plus facilement accusées « d'immoralité » que les hommes. »

« Les accusations d'immoralité ou de conduite « contraire aux valeurs de la société » sont des prétextes utilisés pour exercer des pressions sur les femmes journalistes et les renvoyer chez elles. Pourquoi n'emploie-t-on jamais ce type d'accusations contre des hommes ? », s'interroge **Najiba Ayubi**, directrice du groupe de presse *Killid Group*.

LES ASSASSINS DE ZAKIA ONT ÉTÉ TUÉS !

Dans la nuit du 5 au 6 juin 2007, au moins deux hommes ont pénétré au domicile de Zakia Zaki, directrice de la radio *Sada-e-Sulh (Radio de la Voix de la Paix)* et figure emblématique du journalisme afghan, à Jabal Saraj, dans la province de Parwan (nord de Kaboul), et l'ont abattu de sept balles, sous les yeux de son fils de deux ans. La journaliste et directrice d'école aimait à dire que la station *Sada-e-Solh* était "une maison communautaire pour les habitants, le seul endroit où ils osent s'exprimer librement". Son équipe et elle-même étaient régulièrement menacés par des chefs de guerre locaux.

Six ans après les faits, aucune enquête digne de ce nom n'a été menée par les autorités.

Quelques suspects arrêtés par la police ont été relâchés après six mois de détention, et ni les commanditaires et ni les assassins de la journaliste ont été identifiés. Plusieurs journalistes affirment que les comman-

«Depuis début 2013, la situation a radicalement changé. Nous subissons encore plus de pressions. Plusieurs de nos consœurs ont été obligées d'abandonner leur travail. Il ne reste plus chez nous que sept femmes journalistes et collaborateurs des médias alors qu'elles étaient encore 23 journalistes en 2012», déplore Ahmad Henayesh, directeur de *Radio Dunya (Radio Monde – Parwan)*.

ditaires sont parvenus à bloquer l'enquête policière dès son commencement.

«Les assassins ont été punis», a déclaré le ministre de l'Information et de la Culture à Reporters sans frontières le 29 septembre 2013. «Ils étaient arrêtés dans d'autres affaires, deux d'entre eux sont morts et un autre est toujours en prison», a ajouté le ministre sans donner d'autres explications.

Selon les informations recueillies par Reporters sans frontières, les assassins étaient des proches de Gulbuddin Hekmatyar, fondateur et leader du groupe islamiste Hezb-e-Islami (HIA). Selon plusieurs sources, ce dernier avait lancé une fatwa contre la journaliste quelques mois avant son assassinat. «Si vous voulez protéger l'Islam, il faut faire taire la voix de cette femme», avait déclaré le chef du groupe extrémiste et fondamentaliste islamique, allié des taliban dans la lutte contre le gouvernement et les forces internationales d'assistance et de sécurité (FIAS). Hezb-e-Islami a des émissaires directement au sein du pouvoir. Dès le début, une partie des taliban, et notamment

certains dirigeants d'Hezb-e-Islami, sont restés à Kaboul et se sont officiellement «séparés» de leurs frères. Mais officieusement, ils continuent de mener les négociations entre le gouvernement et les taliban. Alors que Gulbuddin Hekmatyar appelle au boycott de l'élection, Qutbuddin Helal, toujours membre du bureau politique de l'HIA, est l'un des candidats et Mohammad Khan, un autre membre du parti, est le vice président du candidat Abdullah Abdullah.

«En réalité, le premier suspect, le chef du commando impliqué dans la mort de la journaliste, a été tué, un an après cet assassinat, par les forces étrangères.

Il était l'un des assaillants qui ont attaqué une base militaire dans la région. Le gouvernement savait très bien qu'il était l'un des dirigeants locaux d'Hezb-e-Islami, mais ne savait pas qu'il était impliqué dans la mort de Zakia Zaki. Nous avons pu le déterminer lorsque nous avons retrouvé son arme sur lui. Il s'agissait de l'arme qui avait été utilisée pour assassiner la journaliste. En ce qui concerne les deux autres assaillants, l'un est en prison pour d'autres crimes et le troisième est apparemment en prison», a confié un haut responsable de la police.





3

DYNAMISME

ET INCERTITUDES

DU PAYSAGE

MÉDIATIQUE

19

QU'EN EST-IL DU PRINTEMPS DES MÉDIAS AFGHANS ?

A l'inverse de la période la plus sombre pour le journalisme en Afghanistan qu'est l'arrivée au pouvoir des taliban de 1996 à 2001, la période qui a suivi leur chute, après 2001, a constitué un véritable âge d'or pour la presse afghane. Les efforts des journalistes afghans et l'aide internationale ont permis le développement de médias de masse. Aujourd'hui, le pays compte 48 chaînes de télévision, 175 radios et 190 publications : journaux, hebdomadaires, mensuels et publications à périodicité variable. On compte également huit agences de presse.

La presse féminine est née en 1920 et les premières femmes journalistes ont fait leurs débuts à la radio en 1918. Elles ont été les premières victimes des conflits, de la guerre civile (1992-1996) et du règne des taliban (1996-2001). Mais ces dix dernières années, les journalistes femmes ont pu travailler dans une certaine mesure à découvert.

Le pays compte actuellement 30 directrices de médias, majoritairement privés. Malgré l'obligation pour le gouvernement de respecter un taux de 30% de fonctionnaires féminins, aucun des directeurs des 86 médias gouvernementaux n'est une femme. Dans plusieurs provinces comme celle de Paktia, du Pandjchir ou de Faryab, il n'existe aucune femme journaliste.

Au cours des dernières années, les régions du nord de l'Afghanistan ont représenté un terreau fertile pour le développement de la liberté d'expression et des médias. Elles représentent, après Kaboul, les provinces où la densité des médias est la plus forte. Ces régions comptent 6 chaînes de télévision, 10 radios et 18 publications : hebdomadaires, mensuels, ou publications à périodicité variable. Néanmoins, la dégradation de la situation sécuritaire et la réactivation des groupes armés d'opposition ont rendu l'activité des médias difficile. Depuis début 2013, 6 médias, une chaîne de télévision et 5 journaux ont mis un terme à leurs activités.

« Menacés par tous les belligérants » : c'est ainsi qu'un journaliste de Kapissa résume la situation actuelle des médias dans la région. « Pour donner l'exemple, nous avons diffusé un reportage sur une manifestation populaire contre un responsable local accusé de corruption. Malgré le fait que nous avons donné la parole équitablement aux différents points de vue, nous avons été menacés par les deux parties concernées ! Et aussi par les taliban qui sont toujours opposés au fait d'accorder la parole à une femme, puisque selon eux, entendre la voix d'une femme est interdit par l'islam. »

Selon **Ahmad Henayesh**, directeur de *Radio Dunya* (*Radio Monde – Parwan*), "les problématiques actuelles des médias du Nord, comme dans d'autres parties du pays, ne se résument pas à l'insécurité. A cela s'ajoute la conduite de certains responsables gouvernementaux et seigneurs locaux à l'égard des journalistes. Ces derniers font régulièrement obstacle à la production d'informations ou de reportages qui seraient en contradiction avec leurs intérêts personnels ou qui mettent en évidence leurs échecs."

HYPOTHÈQUES SUR L'AVENIR

Les espoirs de développement du tissu médiatique au sein des provinces du Nord, espoirs nés au cours de la décennie qui a suivi la chute du régime des taliban, ont donc été déçus. Les organisations non gouvernementales et les journalistes ayant sauté le pas et lancé leurs médias se trouvent aujourd'hui plongés dans l'anxiété et l'incertitude quant à leur survie. Un certain nombre de journalistes continuent néanmoins de se battre courageusement contre cette situation et d'encourager la population à soutenir la liberté de l'information.

A l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2014 et de l'échéance du retrait total des forces de sécurité internationale, prévu pour 2014, les organisations afghanes et internationales de la société civile expriment leurs vives préoccupations quant à l'avenir des médias afghans. La menace talibane demeure et les médias doivent composer avec les problèmes financiers et les limitations imposées par le gouvernement. A ces menaces, s'ajoutent la création de bandes liées au crime organisé, particulièrement dans les provinces de Parwan et de Kapissa.

Ces préoccupations, concernant en particulier la situation des journalistes travaillant dans les provinces de Parvan, de Kapissa et du Pandjchir, coïncident avec la stagnation, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, des activités des médias, et ce, malgré l'idée partagée d'un réel potentiel de croissance pour ces médias. Pourtant, le constat actuel est sans appel : jusqu'à aujourd'hui, il n'existe aucun quotidien dans ces trois provinces. Fin juillet 2013, le mensuel Parwan a vu sa publication interrompue, tout comme avant lui les mensuels *Shora*, *Sedai Mardom*, *Enkeshafi* et *Payam shahr*, de la même province.

Difficultés économiques

Malgré la soif d'information de la population, les capitaux font défaut. La plupart des journaux disponibles sont publiés par des départements du ministère de l'Information et de la Culture ou par d'autres organismes gouvernementaux. Dans la ville de Charikar, chef-lieu de la province de Parwan, il n'y a qu'une seule station de radio. Au Pandjchir, ces dernières années, plusieurs journaux ont été contraints de cesser leurs activités.

«Quand Radio *Khorasan* a commencé à émettre, c'était la première fois que les habitants du Pandjchir entendaient une radio qui parlait d'eux. Malgré tous les problèmes financiers auxquels elle a dû faire face, la station continue d'émettre. Le retrait des forces de sécurité américaines a joué un rôle déterminant dans le déclin de la radio, qui ne peut tirer de revenus de la publicité ni ne bénéficie du soutien d'institutions ou d'organisations non gouvernementales afghanes ou étrangères», selon Ruhollah Yousefi, directeur de la radio.

Les deux radios *Khorasan* et *Dunya* partagent cette même priorité de trouver des fonds pour continuer à fonctionner. **Ahmad Henayesh**, leur PDG, est optimiste : «c'est vrai qu'on avait de problèmes financiers, mais c'est l'année de l'élection. On a encore plus d'auditeurs et donc plus de publicité. Sinon, nous avons réduit le nombre de salariés. Ils sont remplacés par un nombre considérable de pigistes qui sont de jeunes étudiants en journalisme ou bien des journalistes citoyens. On a appliqué la même méthode que celle qui a marché pour la radio *Khorasan*.»

Dans le district de Jabel Seraj, la station de radio *Sada-e-Solh (Radio de la Voix de la Paix)*, première station à émettre en 2001, essaie de maintenir la qualité de ses programmes. Malgré des conditions de travail difficiles pour ses journalistes, malgré les problèmes financiers qu'elle a rencontrés, elle a su rester une voix d'espoir pour ses auditeurs. «La radio émet presque 10 heures par jour, de 6H00 à 11H00, et de 16H00 à 21H00. On produit 6 programmes qui bénéficient d'une bonne écoute, dans les provinces voisines de Kapissa, Bagram Najrab et Pandjchir», confirme Abdol Ghodos Esmati, le journaliste de la radio.

Interrogé sur les difficultés des médias et des journalistes en Kapissa, **Abdul Matin Wafa**, directeur du journal *Kapissa*, met en lumière les freins à l'amélioration de la situation :

"La Kapissa est l'une des provinces centrales du pays, la plus petite en termes de superficie, explique-t-il. Son agriculture développée et sa faible distance de Kaboul offrent à ses habitants un niveau de vie relativement bon. Ce contexte, a priori favorable au développement de l'activité des médias, n'a cependant pas suffi à ces derniers, qui se sont heurtés aux spécificités ethniques et culturelles de la province. Divers groupes ethniques tels que les Pachtounes, les Tadjiks, les Pashai et les Nuristani y vivent. Cette disparité entraîne des effets de résistance aux plans sociaux, politiques et économiques du gouvernement. Malheureusement, les médias n'ont pas été suffisamment encouragés ni développés. Parallèlement, la sécurité dans la région de Kapissa est le deuxième plus important obstacle à la liberté d'information. La proximité de l'imposante base militaire de Bagram donne une valeur stratégique à la province, et en fait ainsi une zone de tension, en proie aux conflits armés. L'influence des forces opposées à l'Etat est évident et leur intérêt est de favoriser l'insécurité dans la région", conclut le directeur de Kapissa.

Lors la réunion organisée par Reporters sans frontières dans la ville de Sayad, dans la Kapissa, le 28 septembre 2013, la plupart des 40 journalistes réunis ont estimé que malgré la faiblesse des moyens dont ils disposent, la plupart des médias de ces provinces ont un impact positif dans les régions qu'ils couvrent. Ces mêmes journalistes ont également jugé insuffisante la qualité du travail de beaucoup de ces médias, conséquence principalement, selon eux, du manque de formation de leurs journalistes.

Impact de la présence des forces internationales sur les médias

La présence des forces internationales dans les provinces du Nord a eu un impact positif sur la sécurité des professionnels des médias. En leur affichant clairement leur soutien, ces troupes ont efficacement limité le pouvoir de nuire des différents groupes de pression (taliban, seigneurs de guerre, groupes armés, officiels locaux...etc).

Ces aides ont permis le renforcement et le développement des capacités des médias. Plusieurs organisations non gouvernementales installées à Kaboul ont également constitué une source de soutien important pour certains de ces médias en leur octroyant une aide financière mensuelle, à charge pour eux de communiquer sur les projets locaux de ces organisations.

Informant les populations sur les actions menées par ces acteurs ayant une influence directe sur leur quotidien et sur les problématiques sociales de la région, Radio *Khorasan* (Pandjchir), Radio *Najrab* (Kapissa) et Radio *Dunya* et *Elham* (Parwan), ont ainsi amélioré leur réputation auprès des auditeurs. Farshid Ajidi, le présentateur de la radio *Sada-e-Solh* (Radio La voix de la Paix), affirme: "dès qu'on ouvre le micro aux auditeurs, ils appellent en masse, soit pour un programme de divertissement ou pour un programme plus sérieux, mais ils parlent, ils donnent leurs avis sur le sujet." L'arrêt de plusieurs financements en provenance de bailleurs installés à Kaboul a fini par compromettre les principales ressources de ces stations.

Même si la présence internationale a pu avoir un effet bénéfique sur le quotidien de certains médias et si certains professionnels regrettent son désengagement financier, les journalistes nous ont également parlé des conséquences néfastes de ce soutien. Les relations entre les médias provinciaux et les forces internationales ont servi de base argumentaire aux opposants au gouvernement, qui ont élaboré un discours de méfiance vis-à-vis de ces médias.

Les ennemis de la liberté de l'information, usant de la propagande, ont fait circuler l'idée que la plupart des médias provinciaux étaient des créations étrangères et se trouvaient principalement aux mains des Américains. Les médias, victimes de cette mauvaise publicité, ont vu leur crédibilité et la sécurité de leurs équipes sérieusement remises en question.



RECOMMANDATIONS

- Le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Justice doivent relancer les enquêtes sur les journalistes assassinés et les agressions les plus graves. Ils doivent s'assurer que la police mène des enquêtes sur chaque cas d'agression ou de menace, prenne les mesures nécessaires pour sanctionner leurs auteurs et que les dossiers complets soient transmis aux procureurs et aux juges.
- Le ministère de la Justice et le Parlement doivent sans délai entamer un processus législatif pour adopter la loi sur l'accès à l'information avant l'élection.
- Le ministère de l'Information doit favoriser l'indépendance éditoriale des médias d'État.
- Le gouvernement et les autorités religieuses doivent défendre le droit des femmes journalistes de travailler au même titre que les hommes, y compris à la télévision.
- Les représentants des médias et des journalistes dans les instances représentatives doivent être choisis par les syndicats. Toute intervention des autorités n'est pas digne d'un État de droit. Tous les obstacles « légaux » ou « administratifs » quant à la création de la commission des médias doivent être levés. Cette commission en tant qu'organe de régulation pourra jouer un rôle important dans le déroulement démocratique de l'élection.
- Les médias doivent accroître les dispositifs de protection en faveur des journalistes afghans, notamment en province.

LA MISSION DE RSF EN AFGHANISTAN

Septembre 2013

Reporters sans frontières a mené, en septembre 2013, **une mission d'enquête en Afghanistan**, à Kaboul et dans les provinces de Parwan, Kapissa et du Pandjchir (Nord du pays) afin d'identifier les principales menaces et les difficultés auxquelles médias et journalistes sont confrontés à l'aune de l'élection présidentielle et du retrait des troupes internationales. Reporters sans frontières a rencontré le ministre de la Culture et de l'Information, les gouverneurs de Kaboul et Parwan, un membre du Conseil des oulémas, des représentants de la société civile, des organisations de défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse, des diplomates, des familles de victimes et des avocats, ainsi que de nombreux journalistes et des associations professionnelles du pays.

Parallèlement, Reporters sans frontières a lancé **une campagne d'information visant à préparer et à protéger les acteurs de l'information à la couverture en période électorale.**

Du 21 au 23 septembre 2013, les journalistes d'une dizaine de médias indépendants nationaux et locaux ont participé à **une formation, à Kaboul**, destinée aux professionnels amenés à couvrir l'élection présidentielle du 5 avril 2014.



Parmi les médias participants: *Tolo TV, Shemshad TV, Agence de presse Pajwak, Agence de presse Vakhat, Saba TV, Killid Médias Groupe, Quotidient 8 Sobeh (Kaboul), Radio Najrab (Kapissa), Radio Sedai Solh (Parwan), Hevat TV (Kandahâr), Radio Bamian (Bamian), Radio Chenar (Khost), Radio Baran (Hérât), Radio Rabeh Balkhi (Mazar Sharif), Radio Enekash (Nangarhâr).*

La formation a abordé les sujets suivants :

- Les élections en vertu des standards internationaux et de la loi afghane,
- Les droits et les devoirs des journalistes en période électorale,
- Les journalistes femmes et la couverture des élections,
- La couverture des élections dans les zones de conflits, etc.

Plusieurs **tables rondes et ateliers** ont été organisés avec la participation de spécialistes et de journalistes renommés du pays. Parmi eux :

- Najiba Ayubi, directrice du groupe de presse Killid Group,
- Farideh Nikzad, de l'Association des journalistes indépendants afghans (AIJA)
- Masomeh Heidary, rédactrice en chef de l'agence *Wakht News* et journaliste de la radio *Baran* de Herat,
- Mobarez Rashedi, vice-ministre de l'Information et de la Culture,
- Fahime Dashti, secrétaire général de la Fédération des journalistes d'Afghanistan,
- Zia Bomia, journaliste et représentant du South Asian Free Media Association (SAFMA),
- Danish Karokhel, directeur de *Pajhwok Afghan News*,
- Sediqolah Tohidi, directeur de l'organisation de défense de la liberté de la presse NAI et ancien responsable de la commission des médias de la commission indépendante de l'élection présidentielle de 2009.

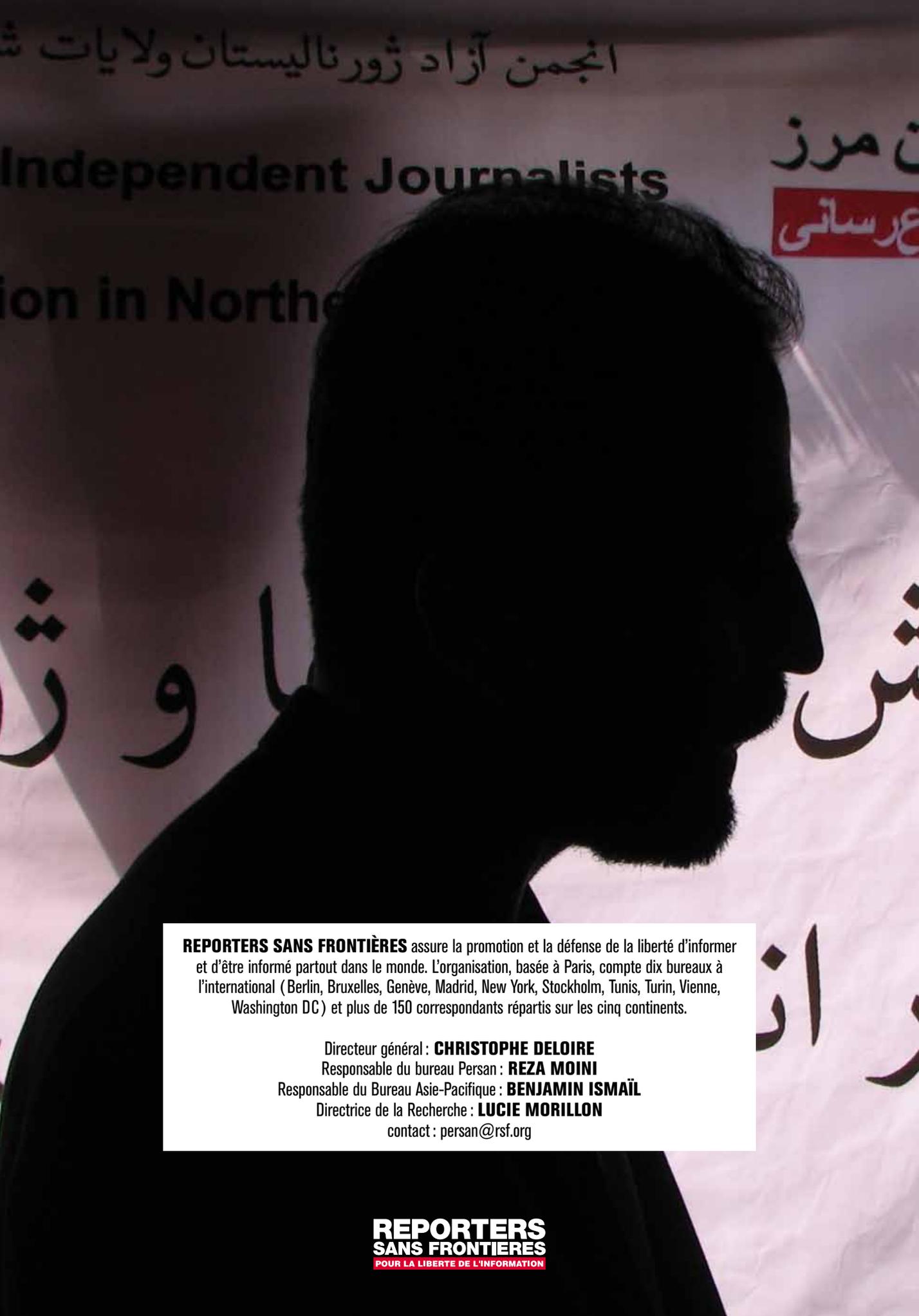
A l'occasion de cette mission, le **Guide pratique du journaliste en période électorale**, publié en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie et destiné aux professionnels amenés à couvrir cette période sensible et majeure de la vie démocratique afghane, a été traduit en [persan](#) et en [pachtoune](#). Il a été distribué aux journalistes afghans ayant participé à la formation menée par l'organisation à Kaboul ainsi qu'à une quarantaine de journalistes du Nord du pays réunis le 28 septembre dans la ville de Sayad, dans la province de Kapissa.

Téléchargez le Guide pratique du journaliste en période électorale

en Persan http://rsf.org/files/handbook_dari.pdf

en Pashto http://rsf.org/files/handbook_pashto.pdf





انجمن آزاد ژورنالیستان ولایات
Independent Journalists
on in North

ن مرز
رسانی

ا و
ش
از

REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Directeur général : **CHRISTOPHE DELOIRE**
Responsable du bureau Persan : **REZA MOINI**
Responsable du Bureau Asie-Pacifique : **BENJAMIN ISMAÏL**
Directrice de la Recherche : **LUCIE MORILLON**
contact : persan@rsf.org

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION